Reconstituer et reconstruire l'habitat rural après la Première Guerre mondiale : l'exemple des communes de la haute vallée de Munster (1919 - vers 1930)

Rebuilding rural housing after World War I: the example of the upper Munster valley villages

Wiederherstellung und Wiederaufbau ländlicher Siedlungen nach dem Ersten Weltkrieg am Beispiel der Gemeinden des Oberen Münstertals (1919-1930)

Jérôme Raimbault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2410>

DOI : 10.4000/alsace.2410

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2016

Pagination : 95-115

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Jérôme Raimbault, « Reconstituer et reconstruire l'habitat rural après la Première Guerre mondiale : l'exemple des communes de la haute vallée de Munster (1919 - vers 1930) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 142 | 2016, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2410> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2410>

Reconstituer et reconstruire l'habitat rural après la Première Guerre mondiale : l'exemple des communes de la haute vallée de Munster (1919 - vers 1930)

Après la Grande Guerre, treize départements français sont déclarés sinistrés en raison des dommages importants dont ils ont été les victimes. Parmi eux, le Haut-Rhin, qui est revenu à la France avec le Bas-Rhin et la Moselle, a subi des dégâts d'une ampleur inédite dans son histoire, dont le montant a été estimé à près d'un milliard et demi de francs. Sur son territoire, la haute vallée de Munster est, avec la partie ouest du Sundgau, une des zones les plus touchées lors des combats et ses communes montagnardes ne sont plus que champs de ruines. Le vaste chantier qui s'ouvre dès 1919 a pour objectif de procéder à leur reconstitution ainsi qu'à la reconstruction d'un bâti rural varié qui se compose de très nombreuses fermes. Pour faire face à la complexité de la tâche, le premier travail incombant au gouvernement est de nature législative et réglementaire. Dans un même mouvement, il s'agit de doter les départements concernés d'une structure administrative idoine, d'élaborer lois, décrets et arrêtés à mettre en application pour régler le dédommagement des sinistrés et désigner les hommes (architectes et entrepreneurs) qui vont œuvrer sur le terrain. La tâche est d'autant moins simple ici, dans un département nouvellement recouvert, qu'il faut se débarrasser de l'ancien cadre législatif allemand. À ces différents aspects de la Première Reconstruction vient s'ajouter une question qui échappe à la loi, à savoir quel parti-pris esthétique et stylistique retenir pour reconstruire les maisons et les fermes ? Caractérisée par d'intenses débats d'idées entre partisans du modernisme et partisans du régionalisme, cette période d'après-guerre pousse plutôt à une renaissance du style architectural local et à la mise en avant de ses caractères spécifiques.

Fig. 1 : Vue partielle de Muhlbach vers le fond de la Grande Vallée. Aquarelle de J. N. Karth, août 1855 (Gérard LESER, *La vallée de Munster dessinée par Jean Nicolas Karth*, Obernai, 1994, p. 16).

Les conséquences de la Première Guerre mondiale dans une vallée alsacienne du massif des Vosges

Au-delà de la ville de Munster, chef-lieu du canton, la haute vallée de Munster se divise en deux branches divergentes qui s'enfoncent dans le versant oriental du massif des Vosges. Le long de la branche méridionale, nommée « Grande Vallée » du fait de sa longueur, s'égrènent les six communes de Luttenbach-près-Munster, Breitenbach, Muhlbach-sur-Munster, Metzeral, Mittlach et Sondernach. La branche septentrionale, dite « Petite Vallée », est ponctuée par les communes de Hohrod, Stosswihr et Soultzeren. Si on appréhende ces communes à la veille de la Première Guerre mondiale, elles présentent toutes un habitat rural dont les formes architecturales répondent aux pratiques agricoles, pastorales et d'élevage bovin en usage depuis plusieurs siècles. Unité de vie et de production indépendante incluant une cour ouverte sur la rue, la ferme rassemble le logis et différents bâtiments de dépendance¹ agencés selon trois types

1. Les dépendances de la ferme munstérienne comprennent prioritairement une étable à vaches avec porcherie, surmontée d'un fenil. Si la cave à fromage se situe couramment dans le logis, elle peut aussi trouver sa place en sous-sol de l'étable. D'autres bâtiments indépendants peuvent être compris dans le *Hof* : une buanderie (en général couplée à un alambic), un four à pain et un rucher qui eux sont élevés un peu à l'écart.

Fig. 2 : Tracé de la ligne de front au milieu de l'année 1918, avec les communes de la haute vallée de Munster (Extrait de la carte n° 17 dans : *Das Elsass von 1870-1932. IV. Band*, Colmar, 1938, p. 31).

majeurs. Ceux-ci peuvent être soit alignés les uns à la suite des autres, soit ordonnés régulièrement autour de la cour, soit réunis sous une toiture unique (ce type étant dit « monobloc » ou « ferme-bloc »). Si ce dernier type est attesté dans la vallée de Munster, il n'est cependant pas le plus fréquent, à la différence d'autres vallées haut-rhinoises où il prédomine (dans le Val d'Orbey en particulier). Dans le guide touristique qu'il consacre à la vallée de Munster et fait paraître en 1871, Jean Bresch (1816-1900) nous livre les principaux caractères de cet habitat rural de moyenne montagne en n'oubliant pas de pointer ses éléments remarquables à l'attention du visiteur curieux. Les logis présentent leur mur-pignon sur la rue (à l'instar de ceux de la plaine alsacienne), sont construits en maçonnerie recouverte d'un enduit blanchi à la chaux ou de teinte grisâtre et disposent fréquemment d'un étage. Des logis situés à Soultzeren se signalent par leur décor exceptionnel de versets tirés des cantiques et des psaumes de David, peints sur leur façade principale². Illustrant ces descriptions, l'artiste Jean Nicolas Karth (1795-1878) nous a laissé plusieurs images aquarellées datant du troisième quart du XIX^e siècle qui nous renseignent sur les volumes des fermes et la couleur des matériaux avec lesquels elles sont construites (dont la paille de seigle brune encore autorisée à l'époque pour la couverture des toits)³. Si les communes rassemblent l'habitat permanent du paysan munstérien, les versants des montagnes qui dominent la vallée sont également ponctués jusqu'à leur sommet par des bâtiments dont l'usage est temporaire, limité aux mois d'été (mai à septembre). Des marcairies, des étables et des fenils

2. Jean BRESCH, *La Vallée de Munster et les Vosges centrales. Guide du touriste*, Colmar, 1871 [réédition en 1992 par Res Universis, Paris, collection « Monographies des villes et villages de France »]. Voir en particulier p. 259-260 pour Soultzeren et p. 306 pour Metzerach.

3. Gérard LESER, *La vallée de Munster dessinée par Jean Nicolas Karth*, Obernai, 1994.

Fig. 3 : État de destruction du bâti à Metzeral (Grande Vallée) vers 1918-1920, à la hauteur du pont principal sur la Grande Fecht. Carte postale (collection particulière).

ont été bâtis afin de permettre la pratique de l'estive, durant laquelle les troupeaux de vaches laitières parcourent les pâtures communales et privées. La production fromagère est la finalité de cette pratique pastorale caractéristique des moyennes montagnes françaises.

L'implantation des communes de la haute vallée de Munster en bordure de la frontière mise en place après 1870, et dont les bornes en granite courent sur la ligne de crête vosgienne pour matérialiser la nouvelle limite de l'Empire d'Allemagne, était un facteur d'exposition privilégié en cas de conflit avec la France. Perpétrées dès le milieu du mois d'août 1914, les destructions du tissu bâti de la Grande et de la Petite Vallée du fait de l'affrontement des belligérants témoignent par leur ampleur de la mise en œuvre d'un armement de production industrielle. De part et d'autre de la ligne de front qui recoupe ce territoire à l'oblique et qui se stabilise au cours de l'été 1915⁴, « Il n'y a plus rien à relever, tout a disparu », pour reprendre la formule lapidaire et définitive de l'architecte Edmond Picard⁵. Par ailleurs, les hivers de guerre se caractérisent par leur rudesse extrême et leur enneigement important, qui contribuent à fragiliser un

4. Voir les deux plaquettes de découverte des champs de bataille rédigées par Daniel ROESS, *Circuit historique 1914-18. Hohrodberg-Linge* et *Circuit historique 1914-18. Gaschney-Reichackerkopf*, publiées sous l'égide de la Communauté de communes de la Vallée de Munster, 2008. Du même auteur, *Hautes-Vosges 1914-1918 : les témoins*, Paris, 2012.

5. Edmond PICARD, *La Reconstruction en Alsace*, Strasbourg, 1937, p. 16. À titre de précision, le texte de cet ouvrage a été achevé en août 1922.

peu plus les vestiges des immeubles qui subsistent. Au cœur de la haute vallée de Munster, seule la commune de Mittlach (devenue autonome en 1908 après détachement de Metzeral) se trouve exceptionnellement épargnée. Les huit autres communes sont à terre et considérées comme tel par l'administration⁶. Les bâtiments qui se déployaient aux différents étages de la montagne sont endommagés ou détruits dans des proportions atteignant plus de 90 %. Les communes munstériennes viennent s'ajouter à près de 170 autres communes touchées dans le département du Haut-Rhin et on aboutit à une estimation chiffrée d'environ 20 000 bâtiments sinistrés⁷.

Une reconstruction d'ensemble et par étapes pour effacer les ruines

*La mise en place des services administratifs dans le Haut-Rhin*⁸

Chantier colossal mis en œuvre avant la signature de l'armistice en novembre 1918, le relèvement des ruines et le dédommagement financier des sinistrés passent par la mise en place d'une nouvelle administration dédiée et le vote d'un dispositif législatif commun aux régions sinistrées mais également spécifique aux provinces recouvrées. Le mandat d'Alexandre Millerand au poste de haut-commissaire de la République, établi à Strasbourg à partir de mars 1919⁹, s'avère déterminant. Faisant de la préfecture du Haut-Rhin à Colmar la tête de pont de son action de reconstruction dans le département, celui-ci va y mettre en place un service de la Reconstitution en Haute-Alsace, en fonction à partir du

6. Albert BERNARD, « La réparation des dommages de guerre en Alsace », in *L'Alsace depuis son retour à la France. La vie économique*, Comité alsacien d'études et d'informations, Strasbourg, t. II, 1933, p. 493. Les autres communes détruites en totalité dans le Haut-Rhin sont Ammertzwiler, Aspach-le-Bas, Aspach-le-Haut, Steinbach, Uffholtz, Wattwiller et Wuenheim.

7. Un décompte précis des immeubles détruits et endommagés dans le Haut-Rhin n'est pas disponible, a fortiori pour le bâti rural. Jean CHECINSKI (*Les Poilus de Mulhouse à la crête des Vosges*, Strasbourg, 1999) propose une valeur plancher de 14 143 immeubles se décomposant en 7 418 immeubles totalement détruits et 6 725 immeubles partiellement détruits. La valeur plafond de 26 540 immeubles endommagés ou détruits est donnée par Jean-Pierre AZÉMA, Dominique BARJOT et Rémy BAUDOU, *Reconstructions et modernisation : la France après les ruines, 1918...1945...* Catalogue d'exposition, Hôtel de Rohan - Paris, janvier-mai 1991, Paris, Archives nationales, 1991.

8. Sur ce point, voir également l'article de Clément WISNIEWSKI, « L'épreuve de la reconstruction industrielle dans le Haut-Rhin après la Grande Guerre », p. 83-86.

9. Prenant la succession de trois commissaires généraux de la République installés à Strasbourg, Colmar et Metz depuis novembre 1918, Alexandre Millerand déploie son action jusqu'en janvier 1920. Il est remplacé par Gabriel Alapetite, en activité jusqu'au 1^{er} juillet 1924.

Fig. 4 : Plan schématique de situation des baraques provisoires montées à Breitenbach, classées par modèle (AC Breitenbach, IV H-17).

11 avril 1919. Ce dernier englobe de très nombreux services administratifs et techniques, parmi lesquels il faut remarquer le service des dommages de guerre, créé le 1^{er} août 1919¹⁰. Il chapeaute également l'ensemble du personnel mis en place dans les différents secteurs d'intervention du département pour assurer le travail sur le terrain¹¹. Les missions initiales du service de la Reconstitution sont dictées par l'urgence de remettre les territoires en ordre de marche. Grâce à une importante main d'œuvre disponible, voies et réseaux de communication sont rétablis. Le nettoyage des zones de bataille comprend le comblement des tranchées, l'enlèvement des fils de fer et la destruction des projectiles, afin de restituer aux habitants qui sont de retour des espaces à cultiver. Des baraques de bois installées dans les communes détruites permettent d'assurer provisoirement leur hébergement, en attendant dans un second temps la reconstruction « en dur » de l'habitat traditionnel.

10. Ce service comprend un architecte-directeur, dont l'un des premiers en poste a été l'architecte Alexandre Louvat (voir aussi la note 19). Voir Edmond PICARD, *op. cit.*, p. 43 et AC Luttenbach-près-Munster, 1 M 4.

11. À ce titre, l'Alsace a fait l'objet d'un découpage en deux zones et la Lorraine en une zone. La zone de Mulhouse a été divisée en quatre cercles : Altkirch, Guebwiller, Mulhouse et Thann, celle de Colmar en trois cercles : Colmar, Ribeauvillé et Molsheim. Les communes de la haute vallée de Munster sont comprises dans le cercle de Colmar. Voir Edmond PICARD, *op. cit.*, p. 29.

Le vote des textes réglementaires traitant de l'indemnisation des dommages de guerre des sinistrés s'effectue parallèlement à la mise en place des services administratifs compétents, parmi lesquels les commissions d'évaluation des dommages de guerre établies au courant de l'année 1919 dans chacun des six arrondissements du Haut-Rhin jouent un rôle moteur. Complétant la loi d'Empire du 3 juillet 1916 sur la constatation des dégâts de guerre en vigueur dans l'ancien *Reichsland Elsass-Lothringen*¹², le texte de référence qui s'impose désormais dans les provinces recouvrées est celui de la loi du 17 avril 1919. Qualifiée de « Loi des dommages de guerre » ou de « Charte des sinistrés », elle est introduite par décret dans les deux départements alsaciens et en Moselle le 3 septembre 1920. Fondée sur la solidarité du peuple français, « Elle définit le principe d'attribution des dommages de guerre : tout sinistré reçoit une somme égale au montant de la perte subie, estimée d'après la valeur du bien en août 1914¹³ ». Plusieurs options sont alors proposées au sinistré qui souhaite procéder à la restauration ou à la reconstruction de son bien immobilier. Il peut soit assurer les travaux lui-même, en bénéficiant des avances sur estimation des dommages, soit déléguer le travail à un architecte et à un entrepreneur de son choix, soit demander à l'État de se charger de l'intégralité des travaux. Cependant, le bilan qui est dressé à la fin de 1919, première année d'exercice, s'avère négatif¹⁴ et le début de l'année 1920 conduit à un blocage des chantiers pour de multiples raisons : impossibilité de l'État à verser les indemnités financières demandées, désorganisation du travail, abus de certains entrepreneurs, etc. Pour débloquer la situation, le gouvernement se tourne vers l'initiative privée afin qu'elle poursuive le grand œuvre de reconstitution par le biais des sociétés coopératives de reconstruction.

Le rôle déterminant des sociétés coopératives de reconstruction dans le Haut-Rhin

La création des sociétés coopératives a été anticipée et préparée par plusieurs textes officiels, tels que l'arrêté du commissaire général sur les conditions de fonctionnement des coopératives en Alsace-Lorraine (10 septembre 1919) et l'instruction sur l'évaluation rapide et sommaire des dommages de guerre (15 janvier 1920). Cela conduit au vote le 15 août 1920 d'une loi fondatrice, portant « fixation du régime légal des sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en

12. Le texte de cette loi promulguée par l'empereur Guillaume II est traduit dans l'ouvrage d'Edmond PICARD, *op. cit.*, p. 69-77.

13. Karine TILLEUL, *Les Reconstructions des années 1920 et 1950 en Lorraine. Un renouveau architectural et urbain*, La Gazette Lorraine - URCAUE de Lorraine, n° hors-série, septembre 2011, p. 15.

14. Voir Edmond PICARD, *op. cit.*, p. 47.

Fig. 5 : Vue de Muhlbach-sur-Munster en cours de reconstruction, vers 1925. Détail d'une carte postale, La Cigogne éditeur (collection particulière).

vue de la reconstitution des immeubles détruits par les événements de guerre ». À nouveau, l'application de la loi dans les trois départements recouverts s'effectue un peu plus tard, par le décret d'introduction du 13 janvier 1921¹⁵. Le succès est immédiat dans le Haut-Rhin puisque l'on compte 56 coopératives fortes de 5 961 adhérents¹⁶ dès la fin de l'année 1921. Celles-ci s'affilient tour à tour à une fédération départementale des sociétés coopératives de reconstruction créée le 25 août 1921¹⁷. Toutes les communes de la haute vallée de Munster participent à ce mouvement de fond au courant des années 1921 et 1922. Une société à vocation supra communale voit même le jour le 21 décembre 1921. Dénommée « La Munstérienne », elle propose de prendre en charge les immeubles situés non seulement dans la ville de Munster (qui compte déjà une société propre depuis le mois de juillet 1921) mais aussi dans les villages environnants du canton¹⁸. Enfin, trois autres sociétés à vocation particulière viennent

15. Dans les autres régions concernées, la loi s'applique par décret du 9 octobre 1920 (*Journal officiel de la République française*, 11 octobre 1920).

16. Archives départementales du Haut-Rhin (ADHR), AL 59207.

17. Le siège de la fédération est établi initialement à Munster, puis à Mulhouse. André Hartmann, industriel à Munster, en occupe la présidence. Selon Albert BERNARD, *op. cit.*, p. 497, elle est pour les sociétés coopératives un « organisme central qui sera en quelque sorte leur tuteur et leur conseil, et dont la tâche essentielle consistera à négocier les emprunts et à assurer ainsi leur trésorerie ».

18. Cette société particulière avec siège à Munster a été constituée à l'initiative des architectes Armand Muller, Eugène Kohler et Eugène Adelbrecht. Elle compte 54 membres à sa fondation, 59 lors de sa liquidation en juillet 1934 (Archives communales) Munster, fonds de la société coopérative de reconstruction de Munster, carton n° 3).

épauler les conseils municipaux dans le relèvement de leurs bâtiments communaux et leurs édifices religieux¹⁹.

Les sociétés coopératives communales se placent de suite comme un relais très efficace entre l'administration et le sinistré sociétaire²⁰, en raison de la souplesse de leur fonctionnement, du dynamisme de leur exécutif (formé par un conseil d'administration et par un bureau) et de leur connaissance approfondie du terrain. Elles sont le mieux à même d'établir le programme annuel échelonné des travaux de construction et de reconstruction des immeubles en adéquation avec le budget disponible, après avoir dressé les listes d'urgence des sinistrés qui se font généralement par tirage au sort. Mais les conseils d'administration de certaines sociétés refusent de s'en remettre au hasard au profit d'une approche plus égalitaire, permise par l'article 9 de l'imprimé officiel détaillant les statuts de toute société coopérative approuvée²¹. Dans la haute vallée de Munster, les sociétés coopératives vont mener à terme au cours d'une décennie la reconstitution intégrale de leur tissu bâti par le relèvement des immeubles sinistrés et la construction de bâtiments nouveaux. Leur liquidation progressive à partir du début des années 1930 signale l'achèvement de ce grand œuvre architectural²². La société coopérative de Metzeral est l'une des dernières à être dissoute à l'issue de son assemblée générale du 3 avril 1934. En quatorze années d'existence, elle aura procédé à la reconstitution de 119 maisons, de 82 étables villageoises, de sept étables de montagne et de

19. La plus ancienne est la société coopérative de reconstruction des bâtiments communaux du Haut-Rhin, fondée le 25 novembre 1921 à Mulhouse et avec siège dans cette ville, dont les statuts sont officiellement approuvés par le préfet le 14 mars de l'année suivante (AC Luttenbach-près-Munster, 1 M 4 ; AC Munster, MI 197p / 1921-1923). Au sein de la société, Alexandre Louvat occupe le poste d'architecte-directeur jusqu'à son décès en 1923 ; il est remplacé par l'architecte Paul Kirchacker-Demant, en fonction au 1^{er} juillet 1923. Constituées au début de l'année 1922, les deux autres sociétés complètent l'action de la précédente en se chargeant exclusivement de la reconstruction des églises haut-rhinoises dévastées du culte catholique et du culte protestant.

20. Le sociétaire habite dans la majorité des cas la commune où siège la société particulière. Mais ceci n'est pas une obligation, un sinistré pouvant adhérer à la société coopérative d'une autre commune.

21. Par exemple, la société coopérative « La Munstérienne » constitue lors de son assemblée générale du 19 mars 1922 deux listes. Les sinistrés prioritaires au nombre de 43 sont regroupés au sein de la première liste car ils habitent dans des baraques de bois provisoires ou sont logés en dehors de la commune. La seconde liste comprend 11 membres qui sont logés dans leurs propriétés encore habitables ou qui ont engagé une partie de leurs dommages de guerre pour rénovation de leur bien. De son côté, la société coopérative de Munster fixe l'ordre d'exécution des travaux selon le degré de gravité du sinistre subi par ses 99 membres, qui sont répartis en cinq catégories professionnelles : agriculteur, commerçant, artisanat-industrie, artisanat-commerce, propriétaire (décision de l'assemblée générale du 20 juillet 1921).

22. Au début de l'année 1933, 33 des 56 sociétés coopératives ont été liquidées. Voir : Albert BERNARD, *op. cit.*, p. 497-498.

cinq restaurants²³, le patrimoine bâti de la commune comptant environ 170 immeubles en 1895²⁴. L'extinction des sociétés coopératives de la haute vallée de Munster aura été précédée le 31 mars 1929 par la dissolution de la commission d'évaluation de l'arrondissement de Colmar, la dernière encore existante des six commissions instituées en 1919.

Les « hommes de l'art » à l'œuvre : architectes et entrepreneurs

Dans le processus d'évaluation des dommages de guerre et de reconstruction immobilière, l'architecte joue un rôle clé car il est présent à de nombreuses étapes. Cependant, pour porter son concours d'homme de l'art au sinistré, il doit être inscrit préalablement sur une liste officielle, qu'il se charge soit du travail d'évaluation-description du bien sinistré, soit du projet de sa reconstruction, la loi lui interdisant de cumuler ces deux fonctions lors du règlement d'un même dossier d'immeuble. Dans le premier cas de figure, il revient au commissaire général de la République d'avaliser les architectes proposés par le préfet du Haut-Rhin et par le directeur du service central des dommages de guerre et de la Reconstitution. La liste officielle d'experts-évaluateurs pour les dégâts immobiliers qui est publiée par l'arrêté du 17 mai 1921²⁵ présente 56 noms d'architectes, soit dix exerçant à Colmar, 35 à Mulhouse (dont deux à Mulhouse-Illzach), quatre dans d'autres villes du Haut-Rhin (Guebwiller, Orschwihr, Ribeauvillé et Thann) et le reste dans le Bas-Rhin (un à Schiltigheim et six à Strasbourg). Mise à jour des forces vives, cette liste annulait toutes les nominations antérieures (article 3 de l'arrêté). Dans le second cas de figure, où l'architecte est appelé à travailler par convention avec une société coopérative de reconstruction, la liste agréant les professionnels est établie par l'administration, suivant le texte de l'article 12 du décret du 9 octobre 1920 portant application de la loi sur les coopératives de reconstruction du 15 août de la même année²⁶. Une liste officielle d'architectes agréés pour les régions libérées

23. État au 18 mars 1932 (AC Metzeral, fonds de la société coopérative de reconstruction, carton n° 1). Sur une durée d'existence équivalente, la société « La Munstérienne » a relevé 62 maisons et marcairies (plus neuf dans la ville de Munster) sises dans la haute vallée.

24. Chiffre statistique ne prenant pas en compte la petite centaine d'immeubles sis à Mittlach, annexe de Metzeral à l'époque.

25. *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*, 1921, p. 570-571.

26. La candidature des architectes (ainsi que celle des entrepreneurs) adressant une demande d'agrément est examinée par un comité dont la composition est précisée par l'article 5 du décret du 13 janvier 1921 portant introduction dans les départements recouverts du décret du 9 octobre 1920. Ce comité comprend dans ses rangs trois architectes désignés par le commissaire général de la République sur une liste proposée par la fédération des architectes d'Alsace et de Lorraine.

Fig. 6 : Lettre à en-tête des architectes strasbourgeois Garnon et Schneider, datée du 15 octobre 1920 (ADHR, AL 59190).

est publiée le 7 septembre 1921²⁷. Concernant l'Alsace, elle comprend 22 architectes haut-rhinois (six à Colmar, 16 à Mulhouse) et 30 bas-rhinois (25 à Strasbourg, cinq autres à Barr, Saverne, Haguenau, Schiltigheim et Wissembourg). C'est dans cette liste que les conseils d'administration des sociétés coopératives sont tenus de désigner les architectes qui œuvreront dans leur commune en faveur des sinistrés (selon l'article 14 des statuts officiels des sociétés coopératives approuvées). En outre, chaque société coopérative nomme lors de sa fondation un architecte-directeur chargé de superviser et valider chaque projet de construction et de reconstruction dressé par l'architecte agréé retenu²⁸.

27. Parue dans la revue *La Construction moderne*, 37^e année, n° 1, 2 octobre 1921, p. 6. Cette liste est enrichie ultérieurement de nouveaux noms d'architectes. Notons également que les architectes de la liste sont souvent agréés aussi pour les travaux communaux (Henri Garnon, Jean Rietsch, Émile Schneider, Robert Voelckel et Charles Wolff par exemple). À ce sujet, voir Nicolas LEFORT, « La réorganisation des services d'architecture d'Alsace-Lorraine après le retour à la France (1919-1939) », in Anne-Marie CHÂTELET et Franck STORNE (dir.), *Des Beaux-Arts à l'Université. Enseigner l'architecture à Strasbourg*, vol. 1, *Histoire et mémoires*, Strasbourg, École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, 2013, p. 158-159.

28. Par exemple, la société coopérative de Breitenbach confie cette tâche par convention au colmarien Édouard Spittler, celle de Luttenbach au strasbourgeois Henri Garnon, celle de Metzeral aux architectes strasbourgeois associés Robert Voelckel et Charles Wolff, celle de Munster au colmarien Robert Voelckel, celles de Soultzeren et de Stosswehr au strasbourgeois Émile Schneider. Les architectes colmariens Eugène Kohler et Armand Muller conventionnent avec la société coopérative « La Munstérienne » entre 1922 et octobre 1927, date à laquelle Eugène Kohler demeure seul en poste.

Au cours de la décennie 1920, le travail à accomplir dans la haute vallée de Munster est considérable et justifie l'emploi de dizaines d'architectes. Certains d'entre eux établis en dehors de la vallée vont même jusqu'à ouvrir un bureau, qui à Colmar (Robert Voelckel et Charles Wolff, au 23 avenue de la République), qui à Metzeral (Rapp, Haudenschild & Cie), qui à Munster (Émile Schneider, au n° 14 puis n° 16 de la route de Luttenbach), pour faciliter le suivi des chantiers sur le territoire d'opération. L'architecture rurale, qui peut être qualifiée jusqu'alors d'architecture « sans architecte », est désormais relevée systématiquement sous la direction d'un architecte, qu'il s'agisse d'un petit fenil à structure charpentée isolé en montagne ou de la grande ferme en maçonnerie ouvrant sur la place principale du village. En amont du travail de reconstitution, l'architecte-évaluateur est tenu d'apprécier l'immeuble sinistré dans le but de fournir une estimation financière provisoire (ou devis)²⁹, au moyen d'une description et d'un historique les plus précis possible recourant à des croquis (plans et coupes) et à des témoignages (maire de la commune, famille du sinistré, voisins, police d'assurance, etc.). Cette vaste entreprise de description imposée, d'une ampleur inédite, nous a laissé des archives conséquentes qui nous offrent un état de l'habitat rural traditionnel ancien de ce territoire, complétées par des photographies en noir et blanc³⁰. À cette étape préliminaire succède le projet du nouvel immeuble à relever, contenant aussi des plans et des coupes, dressé par l'architecte retenu qui établit un forfait pour sa construction³¹. L'architecte suit le chantier jusqu'à son complet achèvement et différents documents administratifs font foi de la bonne exécution des travaux et du versement échelonné des acomptes à l'entrepreneur par la société coopérative (tableau annexe au marché particulier à forfait, bon d'acompte, décompte final, état de liquidation, attestation de remploi, procès-verbal de réception provisoire et procès-verbal de réception définitive).

À l'instar des architectes dont ils dépendent lors des travaux, les entrepreneurs sont soumis aux mêmes textes réglementaires pour être agréés. Ceux-ci adhèrent à un syndicat des entrepreneurs du Haut-Rhin. Le

29. Présenté simplement, le chiffre provisoire des dégâts à réparer estimé d'après les prix en usage au 1^{er} août 1914 est diminué dans une proportion variable qui ne doit pas dépasser 20 % afin de tenir compte de l'état de vétusté. Après vérification, il est abondé par le pourcentage d'augmentation de la valeur de l'immeuble suivant les prix de la construction en cours au moment du lancement des travaux. On prend également en compte le coût du transport des matériaux par véhicule si l'immeuble est isolé et le prix des matériaux que l'on choisit de remployer sur le site. On aboutit alors à une évaluation définitive.

30. Consultables dans la série Fi des Archives départementales du Haut-Rhin.

31. Le marché à forfait est le type de contrat le plus courant qui est conclu entre la société coopérative, le sinistré sociétaire, l'entrepreneur et l'architecte choisis. L'architecte en question peut être l'architecte-directeur de la société coopérative ou bien un architecte agréé dit architecte-construteur.

grand chantier de la Reconstruction s'avère une manne pour les nombreux entrepreneurs locaux d'origine alsacienne établis de plus ou moins longue date³². Il permet aussi à plusieurs entrepreneurs d'origine italienne d'asseoir leur notoriété et de confirmer la qualité de leur travail³³. Il ouvre enfin de nouveaux marchés à des entrepreneurs installés dans la plaine alsacienne³⁴. Le recours à des entrepreneurs extra-alsaciens, et a fortiori étrangers, est inexistant, les sociétés coopératives affichant leur préférence pour les entreprises alsaciennes lors de la passation des marchés³⁵.

Les formes nouvelles de l'habitat rural de la haute vallée de Munster

De l'effet du régionalisme

Érigé en « doctrine officielle de la reconstruction des régions dévastées³⁶ », le régionalisme est le courant architectural auquel adhère la très grande majorité des architectes chargés de relever l'habitat rural munstérien. Son principe de base, qui est de moderniser l'habitat dans le respect du style régional, s'accorde de plus avec le souhait de la plupart des sinistrés de retrouver le bien disparu dans sa configuration initiale. Originaires d'Alsace (mais pas de la vallée de Munster), les architectes disposent de peu d'études pour connaître l'habitat rural ancien caractéristique de la moyenne montagne munstérienne afin de dresser leurs avant-projets. Les

32. Parmi les plus importants, on peut citer Georges Fritsch (Stosswihr), Charles Heisch (Munster), Georges Hellich (Soultzeren), Martin Helly (Munster), Jean Metzger (Muhlbach), Meyer et Guthleben (Breitenbach), Jean Saass Fils (Munster) et A. Wessang & A. Wendling (Metzeral).

33. Voir Edmond PICARD, *op. cit.*, p. 52. D'après les sources d'archives, certains Italiens sont visiblement arrivés en Alsace dès les années 1900. Parmi eux, on peut citer Benoît Bonetti (Munster), Joseph Triacca Père mentionné à Munster depuis 1897 et dont le fils Joseph prend la succession. D'autres semblent arriver dans la vallée de Munster durant l'entre-deux-guerres, tels Charles et Santino Rinaldi. D'autres patronymes à consonance italienne sont connus pour la période : Charles Barassi & Fils (Muhlbach), Charles Cechetti (Soultzeren) et Paul Torresani (Muhlbach).

34. Par exemple, Barthelmebs Frères & Feltz (Huttenheim), Louis Kelbel (Colmar), J. B. Matter (Colmar), Adolphe Roos & Fils (Neuwiller-lès-Saverne, mais qui ouvrent un bureau à Stosswihr), Charles Urban & Cie (Illkirch-Graffenstaden) et Eugène Voelckel (Bischwiller).

35. Voir le discours de liquidation de la société coopérative de Munster du 12 août 1931 (AC Munster, fonds de la société coopérative, carton n° 3).

36. Jean-Claude VIGATO, « L'architecture régionaliste de 1900 à 1930 », *Revue d'Alsace*, n° 131, 2005, p. 165-188. Du même auteur, *L'architecture régionaliste. France, 1890-1950*, Paris, 1994. Signalons également : Camille ROESS, *La Première Reconstruction dans le Parc naturel régional des Ballons des Vosges*, mémoire de master, École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, 2013.

Fig. 7 : Vue de trois logis de fermes traditionnelles du XIX^e siècle à Luttenbach-près-Munster, donnant sur les rues de la Gare et du Baron-de-Coubertin (© Christophe Hamm, Région Alsace - Inventaire général, 2010).

Fig. 8 : Plan du rez-de-chaussée du logis de la ferme de Martin Meyer à reconstruire à Breitenbach, par l'architecte Édouard Spittler, 16 juin 1926 (AC Breitenbach, IV H-11).

expositions parisiennes consacrées au régionalisme qui se tiennent dès l'été 1916 et les publications qui suivent n'en font pas cas, car on lui préfère la maison en pan-de-bois de la plaine bien plus pittoresque et stimulante pour l'imagination. L'unique article qui le concerne ne paraît en effet qu'en 1936, bien après le relèvement de la vallée³⁷. D'où l'importance pour les architectes, soulignée par Edmond Picard, de participer aux travaux d'évaluation des dommages de guerre pour comprendre l'architecture qu'ils ont à rebâtir. Les fermes et les marcairies reconstruites se révèlent ainsi très proches des bâtiments qu'elles remplacent, aussi bien en plan, en volume qu'en élévation. Sauf à être concerné par la loi Cornudet³⁸, l'habitat rural est reconstruit à l'emplacement de l'immeuble sinistré. Cette superposition est renforcée dans de nombreux cas par la réutilisation dans le nouveau logis de ferme de l'ancienne cave voûtée en berceau qui, bâtie en maçonnerie épaisse, a résisté aux obus et aux intempéries. Dans le même esprit, l'encadrement de la porte d'entrée du logis ancien, quand il est conservé, est remis en place dans le nouveau logis afin que la filiation entre les générations d'occupants ne soit pas rompue³⁹. La force de l'usage fait que l'agencement intérieur des pièces du logis ne varie que très peu. On retrouve donc la cellule de base de l'habitat rural, comprenant deux travées fonctionnelles (vestibule/ cuisine, *Stube*/ chambre). Les prescriptions hygiénistes dont on fait la promotion après la guerre n'ont pas réussi à y faire entrer ni les toilettes, ni la salle de bains. Les premières restent localisées dans la partie animale de la ferme, à proximité de la porcherie ou de la fosse à purin. Pour pallier l'absence de salle de bains domestique, les communes financent la construction d'un établissement de bains municipal (Sondernach) ou l'aménagement de cabines de douches dans un bâtiment public (mairie-école de Sultzzen). Le chauffage de l'habitation au moyen d'un poêle à carreaux de faïence perdure grâce à une production semi-industrielle de poêles vendus sur catalogue. On en place même dans les marcairies afin de remplacer les dispositifs archaïques de chauffage comprenant une plaque de fonte transmettant dans la chambre la chaleur du fourneau situé dans la cuisine.

37. Marcel JOHNER, « Das Münstertäler Haus », *Annuaire de la Société d'histoire du Val et de la Ville de Munster*, n° 10, 1936, p. 43-50. Architecte de formation, il prit part à la seconde Reconstruction dans la vallée de Munster.

38. Votée le 14 mars 1919, elle introduit la notion d'urbanisme rural en imposant aux communes sinistrées l'établissement d'un plan général d'alignement et de nivellement des zones à reconstruire, assorti d'un projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la commune. Elle a été appliquée principalement à Munster. Voir Diane KUHN, *La Première Reconstruction dans le Haut-Rhin : le cas de la ville de Munster*, mémoire de master, École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, 2015.

39. Élément symbolique, le linteau de porte d'entrée est fréquemment gravé de la date de construction du logis, des initiales ou des noms du couple maître d'ouvrage. On le surcharge parfois de la date de reconstruction du nouveau logis (quelques exemples à Hohrod).

Fig. 9 : Plan au sol de la marcnaire de Jean Kempf à reconstruire à Soultzeren (Pferchwasen), par l'architecte Eugène Adelbrecht, 3 août 1929 (AC Munster, fonds de la société coopérative de reconstruction de Munster, carton n° 1).

Fig. 10 : Élévation sur rue de la loggia en pignon du logis d'André Speisser à reconstruire à Metzeral, par l'architecte Eugène Adelbrecht, 14 octobre 1922 (ADHR, AL 59432).

Une des évolutions notables dans les logis de ferme consiste en l'aménagement de leurs combles par une ou plusieurs chambres, là où l'on stockait auparavant des denrées comestibles et le linge à faire sécher. Ceci donne lieu au percement de lucarnes d'éclairage dans les versants de toiture, qui sont inexistantes dans l'architecture rurale ancienne, et dont le traitement est souvent très soigné. À défaut de lucarnes, la fenêtre qui ajoute la chambre, percée en pignon du logis, reçoit un encadrement en grès sculpté, à une ou plusieurs formes. L'œuvre de la Reconstruction a enfin permis d'assurer la pérennité d'éléments architecturaux typiques dont aucun exemple ancien ne subsiste plus aujourd'hui. La loggia placée dans le pignon du logis de ferme en est l'exemple le plus remarquable, avec son garde-corps à balustres en bois.

Les marcairies sont relevées en respectant la distribution antérieure. Cependant, les grandes marcairies implantées sur les pâtures sommitales intègrent désormais une salle vouée à l'accueil des touristes afin d'assurer leur restauration (Kahlenwasen, Seestaettle, Steinwasen). Les architectes ont bien pris en compte leur nouvelle fonction d'auberge.

Les matériaux mis en œuvre : entre tradition et modernité

Fidèles à l'adage « La maison naît du sol », les entrepreneurs remettent en œuvre le grès et le granite sous forme de moellons pour la construction de l'habitat rural. Ces matériaux proviennent parfois en partie de l'immeuble détruit, que le sinistré choisit de réemployer pour des raisons d'économie. Le grès reste le matériau privilégié pour les encadrements de portes et de fenêtres, les chaînages d'angles⁴⁰. Mais le granite gagne un nouvel usage dans les logis. Taillé en blocs réguliers, il est mis en œuvre pour en former les assises apparentes du soubassement. Il est très rarement employé pour les encadrements en raison de sa dureté à l'outil. L'engouement qu'il suscite dans la construction entraîne l'ouverture de plusieurs carrières d'extraction dans la haute vallée et assure l'existence de quelques entreprises de granitiers (Metzeral, Muhlbach, Stosswihr). Le bois sert toujours à la réalisation des fermes de charpente. Cependant, les pièces qui les composent sont sciées mécaniquement et leur assemblage se fait par moilage et boulonnage. Le bois sert aussi pour barder de planches les pignons de certains logis de fermes et de marcairies. La tradition de les reперcer de motifs variés est maintenue, rares éléments décoratifs de cette architecture relativement austère. On protège également les murs exposés

40. Ceci n'est pas l'usage partout. À Provençères-sur-Fave (Vosges), l'architecte François Heck remplace le grès taillé par de l'aggloméré pour les encadrements, au motif de gain de temps et d'argent. Jean-Yves HENRY, « La reconstruction rurale après la Grande Guerre dans l'est des Vosges : les cas de Provençères-sur-Fave et de Ban-de-Sapt », in *La Grande Guerre dans les Vosges*, Actes de colloque, Épinal, 4-6 septembre 2008, Épinal, 2009, p. 274.

Fig. 11 : Vue de la ferme au n°37 rue du Village à Soultzeren, reconstruite vers 1920-25 (© Christophe Hamm, Région Alsace - Inventaire général, 2011).

Fig. 12 : Vue de la grande marcairie du Frankenthal à Stosswihr, reconstruite vers 1925-30 (© Christophe Hamm, Région Alsace - Inventaire général, 2008).

à la pluie et au vent de petits bardeaux de bois découpés en languettes, d'un effet esthétique plaisant.

La Reconstruction ouvre le champ à l'emploi de matériaux de fabrication industrielle. Si l'usage de la brique remonte à la seconde moitié du XIX^e siècle, celui de la pierre artificielle (sous forme d'éléments moulés préfabriqués) et du béton armé se généralise après 1920. Le ciment-amianté, utilisé en plaques pour la couverture des toits et le bardage des murs, est apprécié pour sa légèreté, sa résistance durable au climat de la montagne et sa facilité d'usage⁴¹. On le trouve de fait essentiellement dans les marciaires d'altitude où il se substitue aux bardeaux en résineux longs à fabriquer et d'une longévité relative. Dans la protection des maçonneries exposées, il remplace aussi progressivement la plaque de tôle en métal embouti, fabriquée dans les aciéries lorraines (Longwy) ou sarroises (Dillingen). La couverture des toits se fait désormais à l'aide de tuiles produites en série. La paille de seigle et le bardeau ont été abandonnés au tournant du XX^e siècle, sauf pour de rares dépendances isolées.

Dans la haute vallée de Munster, un peu plus de dix années ont été nécessaires pour effacer les destructions d'une seule année de combats et pour reconstruire l'habitat rural. Grâce à la mise en place au niveau national et régional des structures administratives compétentes, chargées d'appliquer les lois et décrets sur les dommages de guerre et la reconstitution, huit communes rurales anéanties dont l'origine remonte à plusieurs siècles sont réapparues dans le paysage. Témoignages des principes esthétiques du courant architectural régionaliste, les fermes et les marciaires nouvelles portent en elles les caractères de l'architecture vernaculaire traditionnelle. Les architectes qui les ont dessinées ont réussi à éviter la monotonie de la production en série pour conserver à ce territoire de montagne sa particularité.

41. Un stand de la marque « Éternit » est présent à l'exposition industrielle et artisanale qui se tient à Munster de mai à août 1925, qui se veut la vitrine des matériaux de construction modernes.

Résumé

Reconstituer et reconstruire l'habitat rural après la Première Guerre mondiale : l'exemple des communes de la haute vallée de Munster (1919 - vers 1930)

Au cours de la première année de la Grande Guerre, huit des neuf communes implantées en amont de la ville de Munster (Haut-Rhin), situées alors de part et d'autre de la ligne de front, sont anéanties dans des proportions supérieures à 90 %. Plus d'une décennie est nécessaire pour mener à terme l'immense chantier de reconstitution de leur territoire et de reconstruction de leur habitat rural. Au sein d'un département nouvellement recouvré par la France, le service de la Reconstitution en Haute-Alsace va œuvrer dès 1919 au dédommagement des sinistrés et au relèvement des ruines. Il est chargé de l'application des lois prises par le gouvernement : loi sur les dommages de guerre (nommée aussi « Charte des sinistrés ») du 17 avril 1919 et loi sur les sociétés coopératives de reconstruction du 15 août 1920. Palliant les défaillances initiales de l'État, ces sociétés vont à partir de 1921 superviser et assurer la grande majorité des travaux de reconstruction des maisons et des fermes, en coordonnant l'activité des hommes de l'art, architectes et entrepreneurs. Cette entreprise d'une ampleur inédite donne la possibilité aux architectes de repenser les formes d'un habitat dont la sobriété est caractéristique de la moyenne montagne vosgienne. Prenant le dessus sur le courant moderniste, le courant régionaliste anime les architectes de la Reconstruction. Ceux-ci font renaître un habitat qui réinvestit les volumes et les distributions anciens et dont la modernité se manifeste par le choix des matériaux.

Zusammenfassung

Wiederherstellung und Wiederaufbau ländlicher Siedlungen nach dem Ersten Weltkrieg am Beispiel der Gemeinden des Oberen Münstertals (1919-1930)

Im ersten Jahr des Großen Krieges werden acht der neun Gemeinden, die oberhalb der Stadt Münster auf beiden Seiten der Front liegen, zu mehr als 90% zerstört. Es wird mehr als ein Jahrzehnt in Anspruch nehmen um das Umland wiederherzustellen und die Siedlungen wiederaufzubauen. In diesem Département, das nun wieder zu Frankreich gehört, wird sich

die Behörde für die Wiederherstellung ab 1919, für die Entschädigung der Opfer, sowie den Wiederaufbau der Ruinen einsetzen. Sie ist für die Umsetzung der von der Regierung erlassenen Gesetze zuständig: das Gesetz zu den Kriegsschäden (auch „Charta der Opfer“ genannt) vom 17. April 1919 und das Gesetz zu den Wiederaufbaugenossenschaften von 15. August 1920. Das anfängliche Versagen des Staates ausgleichend, werden diese Gesellschaften ab 1921 größtenteils die Ausführung und Überwachung des Wiederaufbau von Häusern und Bauernhöfe leiten, in dem sie die Arbeit der Kunsthandwerker, Architekten und Unternehmer koordinieren. Den Architekten wird durch dieses, in seinem Umfang nie dagewesenen Unterfangen, die Möglichkeit gegeben neue Formen für eine Bebauung zu entwickeln, die sich im Mittelgebirge der Vogesen durch Genügsamkeit auszeichnet. Es ist eine eher regionalbezogene und nicht moderne Denkweise, die die Architekten des Wiederaufbaus lenkt. Es entstehen Gebäude, die sich an den alten Mustern anlehnen; die Moderne drückt sich in der Auswahl der Baustoffe aus.

Summary

Rebuilding rural housing after World War I: the example of the upper Munster valley villages

During the first year of World War I eight out of the nine villages situated upstream of the town of Munster (Haut-Rhin), then on both sides of the front line, were nearly totally destroyed. Over ten years were necessary to complete the huge reconstruction operation of this territory and to rebuild the rural housing. In this recently recuperated (by France) département of Haute Alsace the reconstruction service was to launch an urgent operation, as early as 1919, so as to indemnify owners and to rebuild from rubble. It was asked to implement the laws voted by the government: that on war damage (the so called «Charter of war victims») on April 17th, 1919 and that on co-operative rebuilding corporations, on August 15th, 1920. So as to compensate for the initial shortcomings of the administration, from 1921 onward those corporations were to supervise and complete most of the houses' and farms' reconstruction by coordinating the operations conducted by architects and contractors. This so far unparalleled enterprise gave those architects a chance to reconsider a style whose sober forms suited particularly well the medium-sized Vosges mountains. Far from a modernist trend, this regional approach inspired the architects of this rebuilding campaign. They actually gave new birth to a housing, revisiting former volumes and distribution whose modern touch was rather to be found in the choice of the building materials.